

Ministère de la Culture

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE PARIS-EST

12 avenue Blaise Pascal
77420 Champs-sur-Marne

Marché de travaux

**TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DES ABORSD DE
L'ECOLE D'ARCHITECTURE DE PARIS-EST**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Numéro de consultation : ENSAPE-MAPA-PR-04

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
OBJET DU MARCHÉ	3
FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS	3
Lieu d'exécution	3
Langue	4
ARTICLE 2 INTERVENANTS	4
MAÎTRE DE L'OUVRAGE	4
MAÎTRE D'ŒUVRE	4
COORDONNATEUR DES SYSTÈMES DE SÉCURITÉ INCENDIE (SSI)	4
CONTRÔLEUR TECHNIQUE	4
CO-ACTIVITÉ ET COORDINATION DES MESURES DE PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PRO- TECTION DE LA SANTÉ (SPS)	4
ARTICLE 3 CONNAISSANCE DES LIEUX.....	5
ARTICLE 4 DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 5 MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	5
REPRÉSENTATION DES PARTIES.....	5
FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	5
DURÉE ET DÉLAIS.....	6
MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	8
PRÉPARATION - COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX	11
Contrôles et réception des travaux	15
Considérations environnementales.....	17
Traitement de données à caractère personnel	18
Obligations administratives en cours d'exécution	18
Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	19
ARTICLE 6 RÉGIME FINANCIER	22
Monnaie et TVA	22
Forme et contenu des prix.....	22
Prestations supplémentaires.....	23
Variation des prix.....	23
Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes	23
Intérêts moratoires.....	25

Modalités de facturation	26
Travaux modificatifs ou non prévus	26
ARTICLE 7 SOUS-TRAITANCE.....	27
ARTICLE 8 PENALITES.....	28
Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	28
Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier et aux opérations de réception	28
Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	28
Pénalités liées à la remise des documents	29
Pénalités pour remise tardive du contrat de sous-traitance.....	29
Pénalités pour absence de respect des observations en matière d'hygiène et de sécurité	29
Penalites de retard de livraison.....	29
Autres pénalités.....	30
Plafonnement des pénalités.....	30
ARTICLE 9 GARANTIES	30
Garantie de parfaitement achèvement et garanties particulières.....	30
Responsabilité et assurances	31
ARTICLE 10 RESILIATION.....	32
ARTICLE 11 DIFFERENDS ET LITIGES	32
Différends	33
Litiges et contentieux.....	33

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

OBJET DU MARCHE

L'opération porte sur un bâtiment existant. Le marché s'inscrit dans le cadre du plan de relance relatif à la rénovation énergétique des bâtiments de l'Etat. Le marché est un marché de travaux. Il a pour objet le réaménagement des abords de l'école d'architecture de Paris-Est.

Les travaux s'effectueront en milieu clos et occupé à l'adresse suivante : 12 avenue Blaise Pascal, à Champs-sur-Marne.

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée en application des articles R.2123-1 et L.2123-1 du Code de la Commande Publique.

FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS

Tranche optionnelle

Sans objet

LIEU D'EXECUTION

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est : le 12 avenue Blaise Pascal, à Champs-sur-Marne (77 - Seine-et-Marne -FR-77).

LANGUE

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

ARTICLE 2 INTERVENANTS

MAITRE DE L'OUVRAGE

La maîtrise d'ouvrage est assurée par l'école nationale supérieure d'architecture de Paris-Est, représentée par Mme Amina Sellali, directrice.

Le service en charge de l'opération est le secrétariat général.

La conduite des opérations sera assurée par le maître de l'ouvrage (assistant à la maîtrise d'ouvrage)

MAITRE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

- LEMOAL LEMOAL, 40 rue du Château d'eau, 75010 Paris

Les missions assurées par la maîtrise d'œuvre sont les suivantes : **mission de base de la loi MOP.**

COORDONNATEUR DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE (SSI)

La coordination SSI est assurée par : F.T Prévention Conseil – SIRET 48289214800024 - 62 Rue Camille Pelletan 92160 Antony – GSM 06.86.03.24.32 – e-mail : f.triquoire@gmail.com

CONTROLEUR TECHNIQUE

L'opération fait l'objet d'un contrôle technique assuré par le bureau VERITAS CONSTRUCTION, 6-18 rue du Pelvoux, 91019, EVRY et comportant les missions suivantes :

- la sécurité des personnes dans les ERP et IGH (SEI) ;
- la prévention des défauts de solidité des ouvrages et éléments d'équipements indissociables (L) ;
- la solidité des existants (LE) ;
- l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées (Hand).

CO-ACTIVITE ET COORDINATION DES MESURES DE PREVENTION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (SPS)

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par le CSPS. Le Titulaire du présent marché devra se conformer aux prescriptions du CSPS.

ARTICLE 3 CONNAISSANCE DES LIEUX

Le Titulaire du marché est réputé par le fait de son engagement avoir pris connaissance de la nature et de l'emplacement du chantier, des conditions générales ou locales, des possibilités d'accès et de stockage de matériaux, des disponibilités en eau et en énergie électrique, en évacuations, etc.

Le Titulaire du marché déclare avoir pris pleine connaissance :

- Du plan de masse,
- De tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux,
- Du site, des lieux et des zones d'implantation des ouvrages,
- De tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.

Le Titulaire du marché est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et en général de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit influencer sur l'exécution, la qualité et le prix des ouvrages à exécuter.

Le Titulaire du marché ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet, pour prétendre à des suppléments d'ouvrages ou de prix.

ARTICLE 4 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous :

- Le règlement de consultation,
- L'acte d'engagement et ses annexes,
- Le CCAP,
- Le CCTP et ses annexes,
- Le plan d'installation de chantier,
- Le mémoire technique,
- Le planning prévisionnel,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-T), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Les plans de l'école (les DOE de la construction sont accessibles à l'adresse suivante : <https://transfert.paris-est.archi.fr/s/zPQL9JKtHKG8Jcm>)
- Le dossier de pièces graphiques de la maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 5 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

REPRESENTATION DES PARTIES

L'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est désigné par le maître d'ouvrage lors de la notification du marché. Le maître de l'ouvrage notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître de l'ouvrage et, le cas échéant, du maître d'œuvre, pour les besoins de l'exécution du marché. Le ou les interlocuteurs sont désignés à la notification du marché. Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître de l'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

FORMES DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS

Le maître de l'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie avec accusé de réception.

Les ordres de service sont émis conformément à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Le maître d'œuvre est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, le maître de l'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

DUREE ET DELAIS

Reconduction

Sans objet

Délais d'exécution

Les délais d'exécution du marché sont fixés dans l'acte d'engagement.

DELAIS D'EXECUTION GLOBAL DU MARCHE

Le marché sera exécuté à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage, jusqu'au 31 décembre 2023.

PERIODE DE PREPARATION

Le délai d'exécution global du marché comprend une période de préparation d'une durée conforme au CCAG/Travaux. Elle débute le jour suivant la date de l'ordre de service de démarrage des travaux et est incluse dans le délai contractuel.

DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le délai d'exécution des travaux débute à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, jusqu'au 31 décembre 2023 (date limite d'achèvement des travaux). Toute modification de la date de début des travaux ou du délai d'exécution fera l'objet d'un ordre de service.

CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION DES TRAVAUX

Un calendrier détaillé d'exécution est établi par le titulaire du marché et deviendra contractuel dès la notification du marché.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le calendrier détaillé peut être modifié, le cas échéant par le maître d'œuvre, dans la limite du délai global d'exécution. Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service à l'ensemble des titulaires.

PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Le marché s'inscrit dans le cadre du plan de relance, le délai d'exécution des travaux ne pourra être prolongé.

Le titulaire signale au maître d'œuvre, par lettre recommandée, dans un délai de 15 jour calendaire à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire. Dans le cas d'intempéries ou de phénomènes naturels, il est fait application de l'article 18.2.3 du CCAG-travaux.

CONDITION SUSPENSIVE D'OBTENTION DES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Le présent marché sera notifié sous condition suspensive d'obtention, par l'acheteur, du permis de construire purgé de surcroît du délai de recours contentieux de l'article R600-2 du code de l'urbanisme.

Tant que la condition suspensive précitée n'est pas intégralement réalisée, le marché n'entre pas en vigueur.

L'acheteur informera le titulaire de la réception des autorisation administratives et le marché entrera en vigueur dans un délai de 15 jours à compter de la purge du délai de recours contentieux.

A titre indicatif :

- le dépôt d'un dossier est envisagé début octobre
- le délai d'instruction est de 3 mois

Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain des pièces utiles. L'acheteur fera ses meilleurs efforts pour procéder à l'affichage dans un délai raisonnable.

La condition suspensive devra être réalisée au plus tard le 31 décembre 2022. Si elle n'est pas levée à cette date, il sera constaté par l'acheteur que le marché ne peut plus entrer en vigueur et qu'il prend fin automatiquement sans indemnité.

MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

Obligations du titulaire

OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage.

Il doit notamment :

- signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain,
- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis,
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

OBLIGATION D'INFORMATION

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du maître de l'ouvrage, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Le maître de l'ouvrage peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Accès au site

Le titulaire est réputé avoir :

- pris connaissance des conditions relatives au contrôle d'accès mis en place par le maître d'ouvrage
- pris connaissance du site sur lequel va se dérouler les travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient trait aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui concerne leur exécution,
- collecté auprès des services publics ou assimilés toutes les informations qui peuvent lui être utiles pour la conduite du chantier (notamment services municipaux, services des eaux gaz, électricité)

Constat d'état des lieux

Un état des lieux contradictoire est dressé en présence de représentants notamment du maître de l'ouvrage, du maître d'œuvre et du titulaire pour la mise à disposition gratuite des emprises où sont réalisés les travaux ainsi que celles destinées aux installations de chantier.

Ce constat contradictoire est notifié au titulaire. Il est procédé de même chaque fois que le titulaire a à intervenir dans de nouveaux espaces mis à sa disposition.

Le titulaire ne peut se prévaloir, que ce soit pour se soustraire aux obligations de son marché, ou pour prétendre à une augmentation de prix, des sujétions résultantes :

- des mesures de sécurité lui incombant,
- de l'exploitation du domaine public et des services publics,
- de l'exécution simultanée d'autres travaux.

Le stationnement n'est toléré dans l'emprise du chantier que sur les zones aménagées à cet effet. Aucun dégrèvement n'est accordé pour le stationnement dans les parcs de stationnement payant.

Implantation des ouvrages

DECLARATION D'INTENTION DE COMMENCER LES TRAVAUX

Le maître de l'ouvrage a réalisé la déclaration de projet de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées dans les pièces du marché.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de Déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT) et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique défini à l'article L554-2 du Code de l'environnement, dans un délai de dix jours ouvrés, qui s'applique au titulaire, à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse à cette DICT par un exploitant dans le délai fixé par l'article R554-25 du Code de l'Environnement, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception et l'exploitant a alors deux jours ouvrés pour répondre. A défaut de réponse de l'exploitant, le titulaire en informe le maître de l'ouvrage et, le cas échéant, le maître d'œuvre.

Le titulaire doit renouveler la DICT dans le délai et les conditions prévues à l'article R.554-25 du code de l'environnement. Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT, les bordereaux d'envois des DICT et les récépissés obtenus avec les plans des réseaux.

OUVRAGES NON REPERES

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire du marché prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

Il prévient le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre et se met en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau.

Le maître d'ouvrage peut ajourner les travaux et indemnise le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

Provenance - Qualité - Contrôle et prise en charge des matériaux et produits

PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Lorsqu'une spécification technique est définie notamment par référence à une norme ou à un label, le titulaire prouve, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs. Le titulaire devra avoir l'accord formel du maître d'œuvre avant d'engager tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause d'équivalence est invoquée sans respecter sans l'accord du maître d'œuvre, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

CARACTERISTIQUES - QUALITE - VERIFICATION - ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP définit les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux et les modalités de vérification, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives de ces matériaux, produits et composants.

Le CCTP précise les essais et vérifications dont le titulaire est chargé au titre de l'auto-contrôle.

Les matériaux, produits et composants de construction sont soumis pour leur vérification qualitative à des essais et épreuves conformément aux prescriptions des normes françaises. Les essais d'épreuves à réaliser sont ceux prévus dans les Documents Techniques Unifiés auxquels les présents travaux sont soumis.

Le Maître d'Ouvrage peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux prévus par le marché. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG ces essais et vérifications seront à la charge du Titulaire s'ils conduisent à des résultats inférieurs aux prescriptions des normes et des DTU ; dans le cas contraire ils sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

Appareil de mesure

Le titulaire fait son affaire des appareils de mesure, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations.

Ces appareils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et faire l'objet, au minimum, une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisée qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire. Les rapports techniques émis par le titulaire comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

Période de préparation - programme d'exécution des travaux

PERIODE DE PREPARATION

La durée de la période de préparation est comprise dans le délai global d'exécution du marché. Durant cette période, le Titulaire doit entre- autres, arrêter en accord avec le maître d'ouvrage, les dispositions indiquées ci-après :

- Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux ;
- Visite du chantier en compagnie du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre
- Etablissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détails nécessaires pour le début des travaux ;
- Présentation au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage des échantillons de produits (ou fiches techniques détaillées) ou matériaux soumis à son agrément ;

Tous les documents établis par le Titulaire devront recevoir le visa du maître d'œuvre qui disposera d'un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception pour les viser ou faire part de ses réserves.

En cas de réserves, le Titulaire reprendra à ses frais, les études complémentaires nécessaires à la levée des réserves et soumettront à nouveau les documents au visa du maître d'œuvre suivant la même procédure sans pour autant prétendre à une augmentation du délai global.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG-Travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du ou des visas du maître d'œuvre.

ORGANISATION - HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER

Installations de chantier

Il est fait application des dispositions de l'article 31.1 du CCAG travaux

Les installations nécessaires à la vie du chantier sont réalisées conformément aux indications formulées par la maîtrise d'œuvre, et/ou le cas échéant par l'OPC (maîtrise d'ouvrage) qui prendront en compte les prescriptions formulées par le Coordonnateur SPS.

Des emplacements seront mis gratuitement à la disposition du titulaire, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Signalisation du chantier

Les travaux ayant lieu pour partie dans les locaux occupés, le titulaire prendra toutes les mesures afin d'assurer une signalisation du chantier.

Mesures de limitation des bruits et vibrations de chantier

Le titulaire prend, à ses frais, toutes les dispositions utiles pour atténuer la gêne occasionnée aux riverains

ainsi qu'aux activités de l'école d'architecture, pendant toute la durée de l'opération, et pour réduire autant que possible les nuisances de toute nature, notamment :

- bruits,
- odeurs, fumées, gaz,
- poussières, saletés,
- présence de débris divers et gravats,
- dégradation des voies d'accès du fait de la circulation des engins et camions,
- ouverture de tranchées.

Le titulaire prend en compte les différentes prescriptions législatives relatives à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment :

- Les mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier font l'objet de la part du titulaire de l'établissement d'un plan d'assurance environnement. Il tient compte notamment des prescriptions qui suivent :
 - o Il prend toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollutions de toutes natures tant atmosphériques que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier.
 - o Il a à sa charge les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des eaux.
 - o Il fait son affaire pour ses propres installations des formalités qu'imposent les textes. Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants sont formellement interdits.
- Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, ...) est pros crit.

Le titulaire signale au maître d'œuvre tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, doivent être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le maître d'œuvre peut prescrire au titulaire le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se révélerait trop bruyant ainsi qu'un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils bruyants (utilisation de nuit interdite). Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, BRH, etc.) peuvent être prescrites lors de manifestations particulières.

Le titulaire doit s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux caractéristiques des voies d'accès empruntées. Les réparations des dégradations causées sont intégralement à la charge du titulaire du marché.

Le titulaire est responsable des moyens et matériels qu'il emploie. A ce titre, il doit reconnaître les ouvrages environnants, et notamment, il doit appareiller les ouvrages sensibles pour contrôler l'effet des vibrations que ses travaux peuvent provoquer et s'assurer qu'elles ne sont pas néfastes aux ouvrages environnants.

D'une manière générale, il doit adapter ses procédés et ses moyens de façon à respecter l'environnement.

Travail de nuit - Restrictions fin de semaine et jours fériés

Le titulaire respecte les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Poussières

Le titulaire prend toutes les dispositions (arrosage, bâchage, etc.) pour éviter l'émission de poussières, notamment par temps sec et vent fort. Le maître d'œuvre peut imposer au titulaire toute mesure qu'il jugerait indispensable à cet égard.

Exécution des travaux

REUNIONS DE CHANTIER

Les réunions de chantier ont lieu selon une fréquence et aux jours et heures fixées par le maître d'œuvre en coordination avec le maître d'ouvrage. Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du titulaire sur le chantier.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités. Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

REGISTRE DE CHANTIER

Il est fait application de l'article 28.5 du CCAG-Travaux.

PANNEAUX DE CHANTIER

Le panneau relatif au permis de construire sera installé sur site dès son obtention par la maîtrise d'ouvrage. Les renseignements y figurants doivent rester visible durant toute la durée du chantier. Ces dispositions valent également pour les éventuels modificatifs.

En application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, un panneau de chantier devra être installé jusqu'à la fin du chantier par le titulaire.

Plan d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détails

Les plans, notes et études sont à fournir par le titulaire en temps utile conformément au calendrier détaillé d'exécution. Le titulaire fournit les plans d'atelier et de chantier (PAC) relatifs :

- aux méthodes de réalisation ;
- aux ouvrages provisoires ;
- aux moyens de chantier.

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées, lorsqu'ils sont requis, sont

établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calculs correspondantes, à l'approbation du Maître d'œuvre et des intervenants. Ceux-ci les retourneront au titulaire avec leurs observations éventuelles au plus tard huit jours après leur réception. Une non réponse dans les délais vaut acceptation.

Equipements, matériaux et produits

FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

Seuls les luminaires seront fournis par la maîtrise d'ouvrage. Est uniquement compris dans ce marché, la pose ainsi que tout accessoire et câblage nécessaire à leur bon raccordement.

FOURNIS PAR LE TITULAIRE

A la demande du maître d'œuvre, les choix du titulaire concernant les équipements, matériaux et produits sont soumis à son approbation avant leur mise en œuvre.

Nettoyage

NETTOYAGE DES ZONES DE TRAVAIL

Outre l'évacuation quotidienne des gravats, le titulaire assure le maintien en état de propreté permanent des zones de travail dans lesquelles il intervient.

Le titulaire doit maintenir sa zone de travail propre et libre de tous déchets depuis le début de son intervention jusqu'à réception de ses travaux.

Le titulaire du marché de travaux à la charge de l'évacuation de ses propres déchets et gravats jusqu'aux lieux de stockage fixés dans les pièces contractuelles d'organisation de chantier du marché. Le titulaire doit le nettoyage fin, avant réception, de tous ses ouvrages.

En cas de défaillance, le titulaire encourt les pénalités prévues.

NETTOYAGE DES VOIES PUBLIQUES

Le titulaire prend toutes les précautions pour éviter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par ses véhicules et ses engins ; il effectue en permanence, à ses frais, les nettoyages nécessaires pour que toutes les voies utilisées restent en parfait état de propreté.

Ces nettoyages sont soumis aux règles imposées par les arrêtés municipaux en vigueur dans la commune du lieu d'exécution des travaux.

En cas de défaillance, le titulaire encourt les pénalités prévues.

Echantillons

Conformément à l'article 24.5 du CCAG-Travaux, à compter de la diffusion de la liste d'échantillons établie par le maître d'œuvre, le titulaire est tenu de les fournir dans le délai fixé par le maître d'œuvre.

Les échantillons sont entreposés dans le local pourvu à cet effet.

Lorsque les documents du marché prévoient des essais destructifs sur certains échantillons (résistance, usure, fatigue, tenue ou réaction au feu...) les échantillons détruits devront être remplacés pour servir de témoins.

Prototypes

Le titulaire devra réaliser les prototypes demandés par le maître d'œuvre.

CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

Essais et contrôles des ouvrages exécutés

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le maître d'œuvre ou son représentant.

Lors des opérations préalables à la réception des travaux et dans le cadre du contrôle technique des ouvrages, le Titulaire devra fournir au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage les procès-verbaux d'essais et de vérifications de fonctionnement.

Les frais correspondants aux procès-verbaux de ces essais et vérifications sont à la charge du Titulaire.

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire doit avoir procédé au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Réception

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux. La réception aura lieu dès l'achèvement complet des travaux.

Documents fournis après exécution

Conformément à l'article 29 du CCAG-Travaux, indépendamment des plans et documents produits avant et pendant l'exécution des travaux, le Titulaire doit fournir dans les délais au titre du récolement des ouvrages tous les documents d'exécution, plans, notices techniques et d'entretien des matériels installés, en traduction française s'il y a lieu.

Les documents que doit remettre le titulaire, après exécution des travaux, sont mentionnés à l'article 40 du CCAG-Travaux est complété par les documents du présent marché. Les documents devront être remis dans les délais prescrits par l'article 40 du CCAG-Travaux.

La composition du DOE est détaillée dans le CCTP. Les DOE complets seront remis en 2 exemplaires papiers et support numérique avec des plans au format PDF et DWG en version Autocad 2015 et au format PDF. Tous les autres documents seront fournis au format PDF.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2110-10 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental.

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Gestion des déchets

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 CCAG-Travaux. Aux fins de contrôle et de suivi, le titulaire assure la traçabilité des déchets. Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage et de traitement des déchets sont précisés dans les documents techniques du marché.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

Schéma d'organisation et de gestion des déchets de chantier

Le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

Traçabilité des déchets

Afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Ainsi, le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement

général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES EN COURS D'EXECUTION

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés au maître de l'ouvrage. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire par voie dématérialisée au maître d'ouvrage

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du

- ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

En application des dispositions des articles L.8291-1 et suivants du code du travail, la carte professionnelle sécurisée des salariés du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) est obligatoire pour toute personne travaillant sur un chantier et doit être présentée aux agents de contrôle.

Le maître de l'ouvrage peut vérifier auprès de l'union des caisses mentionnée à l'article R. 8291-2 du code du travail que les salariés du titulaire d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant ont été déclarés auprès de cet organisme et que leurs cartes ou attestations ont été émises par celui-ci.

Le salarié titulaire d'une carte d'identification professionnelle ou de l'attestation provisoire est tenu de la présenter sans délai à la demande du maître d'ouvrage ou d'un donneur d'ordre intervenant sur le chantier où le salarié exerce son activité.

DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE MENACE SANITAIRE GRAVE APPELANT DES MESURES D'URGENCE

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de

la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Ajournement des travaux par l'acheteur

Conformément à l'article 49 du CCAG travaux, l'ajournement des travaux peut être décidé par l'acheteur. Il fait l'objet d'une décision expresse de ce dernier et donne lieu, suivant les modalités indiquées à l'article 12 dudit CCAG, à la constatation des ouvrages et parties d'ouvrages exécutés et des matériaux approvisionnés. La décision est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant. La fin de l'ajournement est prononcée par l'acheteur dès lors que les conditions de reprise sont réunies.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension. Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cet ajournement.

Le titulaire, qui conserve la garde du chantier, a droit à être indemnisé des frais que lui impose cette garde. Une indemnité d'attente de reprise des travaux peut être fixée suivant les modalités prévues aux articles 14.3 et 14.4 du CCAG travaux. Il a également droit à indemnisation du préjudice subi s'il démontre le lien direct entre ce préjudice et l'ajournement des travaux. Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de l'ajournement en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période d'ajournement.

Prolongation du délai d'exécution des prestations ou report du début des travaux

Lorsque la demande de prolongation ou de report émane du titulaire, elle intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées au présent marché (se reporter à l'article « Prolongation du délai d'exécution » du présent document.).

Sur la base de ces éléments, le maître d'ouvrage peut décider de la prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux, d'une ou plusieurs tranches de travaux ou du report du début des travaux. Il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de prolonger le délai d'exécution ou de reporter le début des travaux peut également être prise unilatéralement par le maître de l'ouvrage. Dans ce cas, il en informe le titulaire dans les mêmes conditions que décrit ci-dessus.

En cas de prolongation ou de report, le nouveau délai est d'une durée suffisante pour la réalisation des travaux. La décision de prolongation ou de report précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le titulaire ne peut se voir indemniser que des pertes subies imputables à l'évènement constitutif de force majeure. L'indemnisation figure dans le décompte de liquidation établi conformément aux dispositions de l'article 47.2 du CCAG Travaux.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 15 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout

moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG-travaux et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Forme des notifications et des informations »).

ARTICLE 6 REGIME FINANCIER

MONNAIE ET TVA

Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

FORME ET CONTENU DES PRIX

Les ouvrages ou les prestations objet du marché respectant les dispositions du présent CCAP sont réglés en référence au prix global et forfaitaire présenté par le Titulaire dans le DPGF. Les prix sont présentés hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Les prix sont réputés comprendre, en appui de l'article 09 du CCAG travaux et des documents contractuels du présent marché, sans que l'énumération ci-après soit limitative :

- Tous les travaux décrits ou non, mais nécessaires au complet et parfait achèvement ainsi qu'au bon fonctionnement des ouvrages et leur conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, compris toutes sujétions, finitions, raccords et nettoyage avant l'emploi de matériaux et fournitures neufs et de première qualité ;
- Tous les salaires et frais liés à la réalisation parfaite de l'ouvrage ;
- Les sujétions liées à l'exécution du marché ;
- Les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, depuis la notification du marché jusqu'à la fin du délai de garanti de parfait achèvement.

Le prix du marché est global et forfaitaire. Le Titulaire s'engage à effectuer les travaux et prestations nécessaires pour le forfait proposé, quelles que soient les quantités livrées ou exécutées.

Sur demande du maître de l'ouvrage, le titulaire fournit dans un délai de 7 jours les sous-détails du prix unitaire qui lui seront demandés. Le contenu des prix est établi conformément à l'article 10 du CCAG-Travaux.

PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

Il est spécifié qu'aucun travail entraînant une augmentation de dépenses sur les prévisions ne doit être entrepris sans avoir préalablement fait l'objet d'un ordre de service établi par le maître d'ouvrage.

Les travaux supplémentaires seront traités au prix du marché éventuellement actualisé. Il est précisé que, quel que soit le mode de calcul, ces règlements tiendront compte de toutes les sujétions prévues au marché.

VARIATION DES PRIX

Le marché est forfaitaire pour l'ensemble des travaux. Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé à l'acte d'engagement. Ce mois est appelé « mois zéro ». Les prix du marché sont fermes et actualisables.

Le prix est actualisable si un délai supérieur de trois mois s'écoule entre le mois d'établissement du prix initial et le mois de commencement d'exécution des prestations. Cette actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation défini par la formule suivante :

$$P = P_o \times (I_{n-3} / I_o)$$

dans laquelle :

- P = prix actualisé ;
- P_o = prix initial au moment du mois Mo ;
- I_{n-3} est l'index BT01 publié par l'INSEE correspondant au mois n – 3 mois.
- I_o est l'index BT01 publié par l'INSEE correspondant au mois Mo.

Périodicité de révision des prix

La révision des prix est appliquée lors du paiement de chaque acompte.

MODALITES DE REMUNERATION DU TITULAIRE ET DE REGLEMENT DES COMPTES

Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 20 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et

les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiées en cours d'exécution du marché rédaction.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché. Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

Acomptes

Tout versement d'acompte s'effectue, dans le cadre des articles R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique, sur la base des prestations réellement effectuées.

La périodicité des acomptes est la suivante : mensuelle.

Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux articles R2191-32 et R2191-33 du Code de la Commande Publique, une retenue de garantie sera appliquée. Le montant de la retenue de garantie ne peut être supérieur à 5% du montant du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution. Pour les marchés publics conclus par l'Etat et une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du Code de la Commande Publique, ce taux est de 3 %.

Conformément à l'article R2191-34, la retenue de garantie est prélevée par fractions sur les acomptes, les règlements partiels définitifs et le solde. Cette retenue de garantie sera remboursée, comme le prévoit l'article R2191-35 du Code de la Commande Publique, dans les 30 jours au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement qui suit la réception globale du marché. Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date de leur levée. Suivant les articles R2191-37 à R2191-42 du Code de la Commande Publique, le Titulaire de marché a la possibilité pendant toute la durée du marché, de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande ou, si l'université de n'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire.

L'objet de cette garantie de substitution est identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. La garantie de substitution est constituée pour le montant total du marché y compris les modifications en cours d'exécution. Le montant de la garantie de substitution ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Lorsque le Titulaire du marché est un groupement solidaire, la garantie de substitution est fournie par le mandataire pour le montant total du marché. Lorsque le Titulaire du marché est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie de substitution correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie de substitution peut être fournie par le mandataire pour le montant total du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie de substitution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à

la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée par l'acheteur. Lorsque la garantie de substitution a été constituée après la date fixée au premier alinéa, les montants déjà prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au Titulaire.

L'organisme apportant sa garantie est choisi parmi les tiers agréés par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution. Lorsque cet organisme est étranger, il est choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine. L'acheteur peut récuser l'organisme qui doit apporter sa garantie.

Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. Toutefois, si des réserves ont été notifiées pendant le délai de garantie au Titulaire du marché et aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

CESSION OU NANTISSEMENT

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché rédaction.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché rédaction. Le comptable assignataire compétent est l'agent comptable de l'ENSA Paris-Est.

Projets de décompte

Chaque acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux décomptes successifs. Les projets de décompte sont établis conformément aux dispositions de l'article 12 du CCAG-Travaux.

INTERETS MORATOIRES

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours**. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du

code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

MODALITES DE FACTURATION

L'ENSA Paris-Est se libérera les sommes dues au titre du marché, par virement administratif au compte ouvert au nom du Titulaire. Les situations, libellées au nom de l'ENSA Paris-Est, doivent être envoyées sous forme dématérialisées par Chorus pro.

Ci-après les renseignements pour déposer vos factures sur Chorus :

- Raison sociale : ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE PARIS-EST
- N° de SIRET : 199 322 306 00028
- Numéro de l'engagement juridique

Les situations doivent impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique et notamment les renseignements suivants :

- les nom et adresse du Titulaire,
- le numéro du compte bancaire à créditer tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- la référence du marché : « ENSAPE-MAPA-PR-03 »
- les quantités des prestations réalisées,
- le montant HT,
- le montant de la TVA au taux en vigueur à la date d'établissement de la facture,
- le prix total toutes taxes comprises.
- le numéro de SIRET,
- le numéro de la TVA INTRACOMMUNAUTAIRE.

La situation comporte par ailleurs les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale. Toute situation non conforme à ces dispositions sera renvoyée au Titulaire. Le délai de paiement débutera à réception d'une situation conforme.

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut rectifier le montant des situations en y intégrant notamment les pénalités de retard prévues au présent CCAP.

Le Titulaire doit prévenir en temps utile par écrit l'administration de tout changement pouvant avoir une incidence sur les paiements (intitulé du compte bancaire...). L'administration ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications internes au Titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

TRAVAUX MODIFICATIFS OU NON PREVUS

Travaux modificatifs

Tout travail modificatif ou non prévu fera l'objet d'un ordre de service établi par le maître d'ouvrage suivant les indications de l'article 13 du CCAG/Travaux, notifié au Titulaire.

Les demandes de modifications qui pourront être émises par le maître d'ouvrage au cours de l'exécution des prestations du marché mentionneront la définition des travaux modificatifs. Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité s'il n'est pas donné suite à ses études et devis.

Les demandes de modifications devront être expressément acceptées par le maître d'ouvrage.

Travaux non prévus

Conformément à l'article 13 du CCAG/Travaux, les travaux non prévus dans le marché initial et dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage, sont commandées par le maître d'ouvrage et notifiées par ordre de service signé du maître d'ouvrage. Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour ces prestations, il est établi des prix nouveaux. Les prix nouveaux peuvent être soit des prix unitaires, soit des prix forfaitaires. Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix.

Dépassement ou diminution du montant initial des travaux

Les augmentations ou diminutions limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées aux articles 14 et 15 du CCAG-Travaux. En cas de dépassement au-delà de la limite fixée à l'article 14 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le pouvoir adjudicateur ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 7 SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître de l'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée,
- le nom,
- la raison ou la dénomination sociale,
- l'adresse du sous-traitant,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître de l'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique

pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du maître de l'ouvrage. Les dispositions de l'article 3.6.2. du CCAG-Travaux sont applicables. Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

ARTICLE 8 PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire. La révision des prix ne s'applique pas aux pénalités.

Toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation du retard par le maître d'ouvrage sans mise en demeure préalable par rapport :

- Aux délais d'exécution (délais partiels, délai global) ;
- Aux dates fixées pour le nettoyage et la remise en état du chantier ;
- Aux dates et heures de rendez-vous de chantier.

L'application des pénalités ou retenues sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du Titulaire. Le calcul des pénalités est effectué hors taxes.

PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX

Les dispositions du CCAG TRAVAUX sont applicables

PENALITES POUR ABSENCE DE PARTICIPATION OU RETARD AUX REUNIONS DE CHANTIER ET AUX OPERATIONS DE RECEPTION

Toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué encourt la pénalité de 100€ HT.

PENALITES LIEES AU REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES

LIEUX

Lors des opérations préalables à la réception, si nécessaire, une date limite de repliement des installations de chantier et de remise en état des lieux sera arrêtée. En cas de retard, par jours calendaires de retard, le Titulaire encourt une pénalité telle que définie ci-après :

- Les quinze (15) premiers jours : 1/1000 du montant du marché avec un minimum de 120 € HT par jour calendaire
- Au-delà des quinze (15) premiers jours : 1/1000 du montant du marché avec un minimum de 150 € HT par jour calendaire

PENALITES LIEES A LA REMISE DES DOCUMENTS

Documents et échantillons à fournir en cours d'exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents d'exécution à fournir par le Titulaire (conformément à l'article 29 du CCAG/Travaux) dans les délais indiqués au calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié, le Titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard.

En cas de non-respect du planning pour les travaux, le Titulaire encourt une pénalité de 300 € HT par jour calendaire de retard.

Documents à fournir après l'exécution des travaux

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le Titulaire conformément à l'article 40 du CCAG/Travaux, une pénalité sera opérée dans les conditions stipulée à l'article 19.3 du CCAG/Travaux. Le montant de cette pénalité est fixé à 750 € HT par document.

PENALITES POUR REMISE TARDIVE DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

Le CCAG/Travaux explicite dans son article 3.6 certaines dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, que le maître d'ouvrage l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiements et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L.4532-9 du code du travail.

Le recours à la sous-traitance, sans acception préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement par le maître d'ouvrage expose le Titulaire à des pénalités. Il encourt une pénalité journalière de 1/500 du montant HT du marché par infraction constatée.

PENALITES POUR ABSENCE DE RESPECT DES OBSERVATIONS EN MATIERE D'HYGIENE ET DE SECURITE

En cas de non-respect des dispositions fixées au plan de prévention ou aux remarques relatives à l'hygiène et sécurité chantiers inscrits au procès-verbal de chaque réunion de chantier, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité par jour calendaire de 100 € HT en cas de maintien de sa situation en infraction constatée par le maître d'ouvrage.).

PENALITES DE RETARD DE LIVRAISON

Il ne sera pas appliqué de pénalités lorsque les retards de livraison ou d'exécution sont liés aux envolées des prix des matières premières ou des pénuries d'approvisionnement des entreprises. La maîtrise d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage pourront demander au titulaire de fournir tous documents pouvant justifier des problèmes d'approvisionnement du matériel ou des matières premières.

AUTRES PENALITES

Propreté et nettoyage des locaux

Le Titulaire est responsable du nettoyage de son chantier. Après chacune de ses interventions, le Titulaire devra laisser les locaux où il a travaillé dans le meilleur état de propreté. En cas de manquement, il sera appliqué une pénalité définitive de 250 € HT par local non nettoyé.

Travail dissimulé

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, le Titulaire encourra des pénalités d'un montant de 10 % du montant du marché. Le montant des pénalités ne pourra dépasser celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 dudit code.

PLAFONNEMENT DES PENALITES

Conformément à l'article 19.2.2 du CCAG/Travaux, le montant des pénalités est plafonné à 10% du montant total H.T.

ARTICLE 9 GARANTIES

GARANTIE DE PARFAITEMENT ACHEVEMENT ET GARANTIES PARTICULIERES

Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie dit « garantie de parfait achèvement » est fixé à 12 mois à compter de la date d'effet de la réception conformément à l'article 44 du CCAG/TRAVAUX. Il est prolongé le cas échéant en application de l'article 44.2 du CCAG de référence.

Chaque fois que nécessaire, le maître d'œuvre invite le titulaire pendant la période de parfait achèvement à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application de l'article 44 du CCAG de référence.

Le délai de traitement des désordres relevant de la Garantie de Parfait Achèvement ne doit pas dépasser 15 jours calendaires après signalement du désordre. En cas d'urgence, l'entreprise doit intervenir dans les 2 jours calendaires suivant le signalement.

À compter de la date de réception des travaux, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage sont susceptibles de mettre en place un processus de suivi du « parfait achèvement ». Le maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué

Garanties particulières

GARANTIE DECENNALE

Voir article "assurance de responsabilité civile décennale".

GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

Garantie de bon fonctionnement : 2 ans

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place pendant cette période à compter de la date de réception ou à compter de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception. Pendant la période de garantie, le titulaire est réputé responsable de toutes les anomalies ou pannes constatées, sauf s'il apporte la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux prestations.

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, le titulaire prendra à sa charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état de marche ou à atteindre le niveau de performance prévu par le présent marché.

Si le titulaire n'intervient pas dans le délai de « huit » (8) jours ou ne réalise pas les prestations nécessaires, le maître de l'ouvrage pourra, « quinze » (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état du système par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

Assurances de responsabilité civile décennale

L'opération est soumise à l'obligation d'assurance de responsabilité civile décennale prévue par l'article L.241-1 du code des assurances. Le titulaire déclare avoir souscrit une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire s'ils ne sont pas inclus en extension du contrat de responsabilité de droit commun.

Le titulaire justifie de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de sa société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA). Les attestations précisent le montant maximum des chantiers pour lesquels les garanties sont délivrées, la mention selon laquelle les garanties sont délivrées au coût de l'ouvrage.

Chaque intervenant doit être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants doivent prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

Dispositions communes

Le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché conformément à l'article 8.1.3 du CCAG/TRAVAUX.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation. Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc....) est notifiée au maître de l'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire. En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître de l'ouvrage.

ARTICLE 10 RESILIATION

Le marché peut être résilié conformément à l'article 50 du CCAG/Travaux.

Le marché peut être résilié au tort exclusif du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 822-5 du Code du Travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai, le Titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

ARTICLE 11 DIFFERENDS ET LITIGES

DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations. Dans le cas où un accord amiable ne peut intervenir, le litige, pour lequel le droit français seul est applicable, est porté devant le Tribunal Administratif de Melun.

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle
77 000 MELUN
Tél : +33 1 60 56 66 30/ Fax : +33 1 60 56 66 10

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Auparavant, un accord à l'amiable entre les parties sera recherché dont les frais d'expertise éventuels seront partagés au prorata de l'arbitrage rendu.

En cas d'action contentieuse ouverte à l'occasion de la conclusion et exécution du marché, celle-ci sera portée devant le Tribunal Administratif de Melun. Toute autre clause attributive de compétence pouvant figurer sur les documents du Titulaire sera considérée comme nulle.

LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché est régi par le droit français.